



www.npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

RETRAIT DU PROJET DE TVA ANTISOCIALE

Lors du « sommet social » le président-pas-encore-candidat a confirmé son projet : faire voter la TVA antisociale avant les élections.

C'est une course contre la montre qui est engagée pour mettre en échec ce dernier coup bas du quinquennat.

La TVA antisociale : c'est un nouveau plan d'austérité

Avec la TVA antisociale, Sarkozy veut faire un nouveau cadeau aux patrons : supprimer 30 milliards d'euros de plus de cotisations patronales sur les allocations familiales, et les compenser par une augmentation de la TVA...

Ce sont les salariés, les retraités les chômeurs qui paieront l'addition à chaque achat. Et ce sont les bas salaires et les précaires qui proportionnellement paieront le plus. L'incidence de la TVA est pour eux la plus forte, puisque tous leurs revenus passent dans leur consommation.

Il s'agit bien une nouvelle fois de faire payer la crise aux classes populaires. La TVA antisociale est l'outil d'un nouveau plan d'austérité qui n'ose pas dire son nom ! Le but de cette contre-réforme, Sarkozy ne le cache pas, c'est la diminution du « coût du travail », c'est-à-dire en réalité la baisse des salaires.

Car notre salaire, c'est notre salaire « net », celui dont nous pouvons disposer à la fin de chaque mois. Ce sont aussi les cotisations sociales, cette partie de notre salaire mis en commun grâce à la Sécurité Sociale et qui nous est versé sous forme de soins et d'indemnités journalières (pour les malades), de pensions (pour les retraités) d'allocations familiales (pour élever les enfants)

Accepter la baisse des salaires et des cotisations sociales, pour « sauver les entreprises et les emplois » a toujours été un marché de dupes pour les salariés. Depuis des années les gouvernements « de droite » et « de gauche » on prétendu sauver des emplois en exonérant les patrons de leurs cotisations sociales sur les bas salaires. Le résultat est là ! Les employeurs ont bien touché de Jackpot (30 milliards en 2010)...mais la précarité et le chômage n'ont cessé d'augmenter !

Salariés des établissements de santé: nous sommes doublement concernés!

Comme tous les autres salariés Nous devrions payer la «TVA» antisociale, alors que nos salaires sont bloqués. Notre pouvoir d'achat baisserait encore plus.

Mais n'oublions pas que nos salaires (dans le public ou le privé) viennent des cotisations de Sécurité Sociale qui financent les établissements de santé.

Si demain la TVA remplace les cotisations patronales, chaque fois que nous exigerons des hausses de salaires ou des augmentations d'effectifs, on nous répondra qu'on ne peut pas satisfaire nos revendications... à moins d'augmenter encore la TVA, et de taxer un peu plus les autres salariés.

Mobilisation immédiate pour le retrait du projet!

Comme l'a proposé Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle : « Toutes les forces de la gauche sociale et politique devraient se rencontrer au plus tôt pour définir ensemble les modalités immédiates d'une riposte afin d'empêcher ce mauvais coup supplémentaire du quinquennat Sarkozy. »

MANQUE D'EFFECTIFS, «HÔPITAL-ENTREPRISE» C'EST NOTRE TRAVAIL QU'ON ASSASSINE, CE SONT LES PATIENTS QUI PÂTISSENT

Aujourd'hui, à l'hôpital public, les suppressions de postes, et la mise en place d'une gestion d'Hôpital-Entreprise, ont dégradé la qualité du travail hospitalier. Les conditions de travail deviennent maltraitantes pour le personnel et aussi pour les patients.

Les équipes de soins n'ont plus le temps d'écouter les patients, elles « produisent » à la chaîne: toilettes jusqu'à 12/13 heures, patients lavés seulement un jour sur deux. Faute de temps, on « zappe » le shampoing de la personne âgée, on arrive trop tard pour aider le patient, humilié du coup, à aller jusqu'aux WC, on est obligé de revenir sur ses repos malgré la fatigue.

Les soignants sont les témoins des sorties trop précoces des patients qui reviennent avec des abcès et autres complications. Ils sont également les acteurs et les spectateurs d'une maltraitance vis à vis des patients et se sentent démunis pour y remédier...ils repartent chez eux avec cette douleur, cette culpabilité qui va les miner jusque dans leurs foyers. La perte de sens de leur travail et le non reconnaissance de leurs efforts finit par les démotiver.

Épuisés physiquement, moralement, les soignants dépriment, et dans les cas les plus graves sont tentés de se suicider. Chacun(e) résiste comme il elle peut, aux ordres hiérarchiques, à la mobilité forcée. L'arrêt maladie, si justifié soit il n'apporte qu'un répit.

Toutes les pathologies requièrent des soins particuliers. Ils ne peuvent être maîtrisés qu'avec une expérience acquise à force d'habitude, et la cohérence d'un travail

en équipe ou chacun se connaît et peut compter sur l'autre. Faire valser les soignants dans un service ou un autre au gré des « trous » d'effectifs les fragilisent au point qu'ils arrivent avec la boule au ventre.

Les familles sont confrontées à des soignants qui ne peuvent répondre à leurs questions. Pour le

patient, c'est « sa perte de chance » qui est accentuée, mot pudique pour exprimer ses chances en baisse vers la guérison.

Du coup, les sanctions disciplinaires tombent de façon individuelle générées pourtant par des organisations de travail imposées et inhumaines.

Cela peut aller jusqu'à de la violence entre collègues, ou de la part de familles et de patients excédés de patienter des heures dans le couloir du fait du manque d'effectif.

Comment peut-on soigner lorsqu'on est maltraité ?

La précarité est une autre forme de

maltraitance pour les soignants. Près de 20% des personnes travaillant à l'hôpital sont en CDD, au plus bas salaire et sans primes. Les médecins étrangers sont surexploités.

Exiger la fin de cet «Hôpital-Entreprise», de la «tarification à l'activité» imposer les recrutements nécessaires, c'est refuser d'aller vers un hôpital de «non qualité» pour les personnes les plus pauvres, c'est aussi lutter contre une maltraitance qui altère la santé des personnels.

